



Marché global de performance

REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offre restreint

(L. 2124-2 et R2124-2 du Code de la commande publique)

POUVOIR ADJUDICATEUR :

DEPARTEMENT DE L'EURE

Boulevard Georges Chauvin

27021 EVREUX CEDEX 01

Objet de la consultation :

**Marché global de performance pour la rénovation énergétique de
l'Hôtel du Département de l'Eure**

Date limite de remise des candidatures

Lundi 15 septembre 2025 à 14h00

Note importante à l'attention des candidats

Pour éviter le rejet de votre dossier pour des raisons de non-conformité aux dispositions administratives, nous vous rappelons qu'il convient :

- de lire attentivement le présent règlement de consultation.
- de se conformer aux dispositions du guide mis à disposition par Atexo sur la plateforme des marchés publics décrivant la procédure de dépôt d'une offre électronique.
- de ne pas attendre le jour de la date limite de dépôt des offres pour engager la procédure de dépôt d'une offre dématérialisée.
- de se conformer à la "**présentation des offres**" jointe au dossier de consultation et comme indiqué au présent document pour présenter son offre sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics, **à défaut de présentation l'offre sera jugée irrégulière.**
- de ne pas modifier les documents de la consultation, notamment le cadre de la DPGF, le BPU et le DQE sous peine d'irrégularité de l'offre qui ne sera pas examinée.
- d'observer la possibilité qui vous est donnée de faire une copie de sauvegarde (confère article "envoi des propositions" du présent document).

Table des matières

Article 1.	Objet de la consultation	4
Article 2.	Durée	5
Article 3.	Déroulement de la procédure d'appel d'offre restreinte.....	5
3.1.	Forme du marché	5
3.2.	Procédure de passation.....	6
3.3.	Déroulement de la procédure	6
3.4.	Nomenclature CPV	7
3.5.	Montant et conditions d'octroi de la prime pour les présentations	8
3.6.	Déclaration sans suite	9
3.7.	Visites	9
3.8.	Contenu de la mission globale de performance.....	9
Article 4.	Allotissement.....	10
Article 5.	Mise à disposition et contenu du dossier de consultation.....	10
Article 6.	Groupements d'opérateurs économiques	11
Article 7.	Modalités de remise des plis de candidatures	12
Article 8.	Présentation des candidatures.....	13
8.1.	Documents à produire en phase candidature	14
8.2.	Elimination des candidatures	16
8.3.	Critères de sélection des candidatures	16
8.4.	Candidature d'une entreprise étrangère	19
8.5.	Pièces à produire par les candidats pressentis pour présenter une offre	19
Article 9.	Présentation des offres	20
9.1.	Contenu du dossier de consultation en phase offres.....	20
9.2.	Modification du dossier de consultation en phase offres.....	20
9.3.	Documents à produire en phase offres.....	21
9.4.	Jugement des offres	21
9.5.	Délai de validité des offres	22
Article 10.	Variantes	22
Article 11.	Renseignements complémentaires	22
Article 12.	Information des candidats et soumissionnaires non retenus	23
12.1.	Information des candidats non retenus	23
12.2.	Information des soumissionnaires non retenus.....	23
Article 13.	Litiges et différends.....	23

Article 1. Objet de la consultation

Objet des services : Marché global de performance pour la rénovation énergétique de l'Hôtel du Département de l'Eure

La présente opération concerne la Rénovation énergétique de l'Hôtel du Département de l'Eure (HDD), siège du conseil de département de l'Eure

Il s'agit de remettre le bâtiment à niveau thermiquement et techniquement.

Le bâtiment de l'hôtel du Département a été construit en 1982/83 pour accueillir les services du Département de l'Eure. Il a été conçu par Louis De Marien (1920-2007), Paul Khan Muchir, Milos Hristic et Pierre d'Epiro dans un style hybride entre brutalisme (utilisation prégnante du béton brut), régionalisme (ardoise, galets) et postmodernisme (organisation géométrique des différentes parties du bâtiment).

L'opération s'inscrit en 2 objectifs **qui sont les suivants :**

Objectif n°01 : rénovation énergétique

- Obligatoire : - 40 % de consommation à 2030
- Proposition : > à -40 % de consommation à la fin du MGP

Objectif n°02 : mieux inscrire le bâtiment dans son contexte urbain et renforcer son image institutionnelle

- Aménagement du parvis extérieur

Les objectifs de performances mesurables sont visés à l'article 3.1 Programme technique détaillé.

Cibles			Niveau de performance à atteindre		
			B	P	TP
ECO-CONSTRUCTION	1	Relation du bâtiment avec son environnement immédiat			
	2	Choix intégré des produits, systèmes et procédés de construction			
	3	Chantier à faible impact environnemental			
ECO-GESTION	4	Gestion de l'énergie			
	5	Gestion de l'eau			
	6	Gestion des déchets d'activité			
	7	Gestion de l'entretien et de la maintenance			
CONFORT	8	Confort hygrométrique			
	9	Confort acoustique			
	10	Confort visuel			
	11	Confort olfactif			
SANTÉ	12	Qualité sanitaire des espaces			
	13	Qualité de l'air			
	14	Qualité de l'eau			

Ces objectifs seront affinés lors de la publication du DCE offre.

Lieu de prestation du service : Evreux

Valeur estimée du marché :

Coût global de l'opération = 7 685 000 € HT

Coût études = 765 000,00 € HT

Coût travaux = 6 380 000,00 € HT

Coût exploitation / maintenance = 135 000 € HT annuel (hors GPA)

Le prix inclut, à la charge du titulaire, toutes les reprises nécessaires pour atteindre les objectifs fixés ; celles-ci sont comprises dans le poste " coût des travaux".

Article 2. Durée

La durée du marché démarre de la notification du marché jusqu'à la garantie de parfait achèvement des travaux, puis des 4 ans de maintenance et / ou exploitation à compter de la fin de la garantie de parfait achèvement.

Article 3. Déroulement de la procédure d'appel d'offre restreinte

3.1. Forme du marché

Le marché est passé suivant la forme d'un marché global de performance. Conformément à l'article L. 2171-3 du Code de la commande publique, le marché associe l'exploitation ou la maintenance à la réalisation ou à la conception-réalisation de prestations afin de remplir des objectifs chiffrés de performance. Dont les objectifs sont joints à l'article 3.1 du programme technique détaillé.

3.2. Procédure de passation

Le marché global de performance sera dévolu selon une procédure d'appel d'offre restreint en application des articles L. 2124-2 du code de la commande publique.

La procédure en appel d'offre restreint se déroulera de la manière suivante :

- Une phase de sélection des candidats admis à présenter une offre ;
- Une phase de sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse, notamment sur le coût global.

Conformément à l'article R. 2142-17 du Code de la commande publique, le nombre de candidats admis à présenter une offre est fixé à cinq (5) candidats.

Le présent règlement de la consultation porte sur la phase de sélection des candidatures.

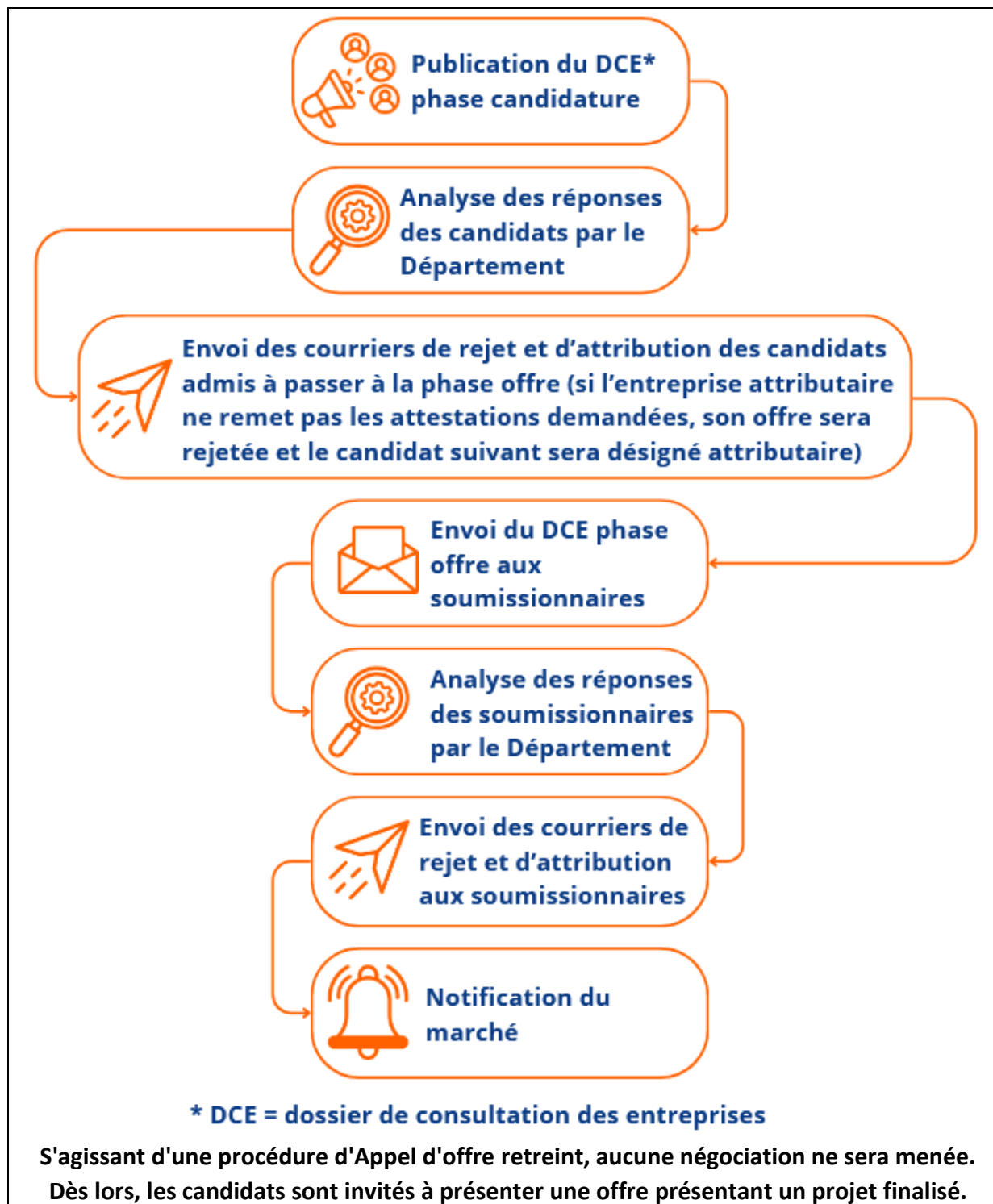
3.3. Déroulement de la procédure

La procédure avec appel d'offre restreint est décomposée en plusieurs phases distinctes.

Une phase candidature aux termes de laquelle l'acheteur sélectionne les candidats admis à présenter une offre, le nombre de candidats retenus étant fixé à cinq (5), sous réserve d'un nombre suffisant de candidature présentant les capacités requises. Durant cette phase de candidature, les documents suivants sont mis à disposition des candidats :

- L'avis de marché ;
- Le règlement de consultation ;
- Le programme technique détaillé et ses annexes

Seuls les candidats ayant remis un dossier de candidature recevable et ayant été classés dans les cinq (5) premiers seront invités à répondre à la phase d'offre. Ils recevront alors un dossier de consultation révisé comprenant notamment le règlement de la consultation révisée, le programme technique détaillé, le cadre de la pièce financière et le cahier des clauses administratives particulières.



3.4. Nomenclature CPV

Code CPV principal :

45000000-7 - Travaux de construction

Codes CPV secondaires :

45262660-5 – Travaux désamiantage

90722000-4 – rénovation environnementale

3.5. Montant et conditions d'octroi de la prime pour les présentations

Conformément à l'article R2171-19 du Code de la commande publique, le marché prévoyant la remise de prestation de conception, une prime d'un montant de 25 120 € HT soit 30 144 € TTC, sera allouée à chaque soumissionnaire ayant remis une offre régulière.

La prime a pour objet de rémunérer la réalisation et la remise par le soumissionnaire d'un avant-projet sommaire (APS) au moment de la remise de son offre.

Le montant de la prime allouée à chaque soumissionnaire pourra être supprimé dans le cas où l'offre serait déclarée irrégulière, inacceptable ou inappropriée.

La rémunération du titulaire du marché tient compte de la prime reçue pour sa participation.

Le montant de la prime allouée à chaque participant sera constaté par délibération de la Commission permanente.

Elle ne pourra être versée au candidat que lorsque la délibération autorisant son versement sera exécutoire.

La prime sera versée dans un délai de 30 jours à compter de la réception par l'acheteur de la facture présentée par le participant, postérieurement à la date de publication de l'avis d'attribution.

Le montant de la prime allouée à chaque participant pourra être réduite de la manière suivante :

Evènements	Versement de la prime à hauteur de :
En cas de déclaration sans suite au-delà de la moitié du délai de publicité ou au-delà de la remise des offres.	100 %
Lorsque la déclaration sans suite intervient avant la moitié du délai de publicité.	50%
En cas de note valeur technique de l'offre \geq à 60% de la pondération	100 %
En cas de note valeur technique de l'offre jugée insuffisante (sans être irrégulière) – si la note valeur technique est \geq 40 % et $<$ 60 % de la pondération	50 %

En cas de note valeur technique de l'offre jugée insuffisante (sans être irrégulière) – si la note valeur technique est ≥ 20 % et < 40 % de la pondération	30 %
En cas de note valeur technique de l'offre jugée insuffisante (sans être irrégulière) – si la note valeur technique est < 20 % de la pondération	0%
En cas de remise d'une offre irrégulière, inacceptable, inappropriée ou si le candidat obtient une note technique éliminatoire.	0 %
En cas de déclaration sans suite du marché, pendant la phase de candidature (de la publication de la phase candidature à l'envoi du DCE phase offre aux soumissionnaires).	0 %
En cas de rejet de la candidature d'un candidat, dans la cadre de l'analyse.	0 %

	Phase offre
	Phase candidature

3.6. Déclaration sans suite

L'acheteur se réserve la faculté de ne pas donner suite à la présente consultation, pour motif d'intérêt général, à tout moment de la procédure jusqu'à la signature du marché global de performance par l'acheteur.

3.7. Visites

Les candidats admis à participer à la phase offre devront obligatoirement participer à une visite sur site. Les modalités de cette visite seront précisées lors de l'envoi de l'invitation à soumissionner aux candidats admis à présenter une offre.

3.8. Contenu de la mission globale de performance

Dans le cadre du marché, le titulaire devra atteindre les objectifs de performance mesurables, visés à l'article 3.1 du programme technique détaillé, notamment relatifs :

- Aux performances énergétiques des matériels et équipements proposés ;
- Aux délais d'intervention du titulaire, notamment en matière d'exploitation : conduite et optimisation des installations ;

- Aux délais d'intervention du titulaire, notamment en matière de maintenance : préventive / curative, et de remplacement des matériels défectueux ;

Les engagements de performance souscrits par le titulaire seront mesurés selon une méthodologie et sanctionnés selon les mécanismes définies dans les pièces du marché, communiquées à l'issue de la phase candidature.

De plus amples précisions seront fournies dans le DCE remis aux candidats admis à présenter une offre.

Article 4. Allotissement

Conformément à l'article L2171-1 du Code de la commande publique, les marchés globaux de performance sont des marchés dérogeant au principe d'allotissement. Il n'est donc pas prévu de décomposition en lots. Ainsi, le marché global de performance associe la conception, la réalisation et la maintenance et/ou exploitation des installations, afin de garantir le respect des objectifs chiffrés de performance définis à l'article 3.1 du programme technique détaillé.

Article 5. Mise à disposition et contenu du dossier de consultation

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante :

<https://marchespublics.eure.fr>

Le dossier de consultation (phase candidature) comprend les éléments suivants :

- Le présent règlement de consultation ;
- L'avis d'appel à candidature ;
- Le programme technique détaillé et ses annexes.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date et heure limite fixées pour la réception des candidatures, pour autant qu'ils en aient fait la demande 10 jours calendaires avant la date et heure limite fixée pour la réception des candidatures.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de la candidature n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des candidatures sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Article 6. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du Code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques sont autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques sont autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint d'entreprises, l'acheteur exige que le mandataire du groupement soit solidaire.

Article 7. Modalités de remise des plis de candidatures

La date limite de remise des plis est fixée au :

Lundi 15 septembre 2025 à 14h00

Les plis qui seraient reçus postérieurement à la date et à l'heure limite fixées ci-dessus seront éliminées.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront obligatoirement transmettre leur pli de candidature par voie dématérialisée selon les modalités fixées ci-dessous.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des candidatures est la suivante :

<https://marchespublics.eure.fr>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf) ;
- Rich Text Format (.rtf) ;
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar) ;
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb) ;
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

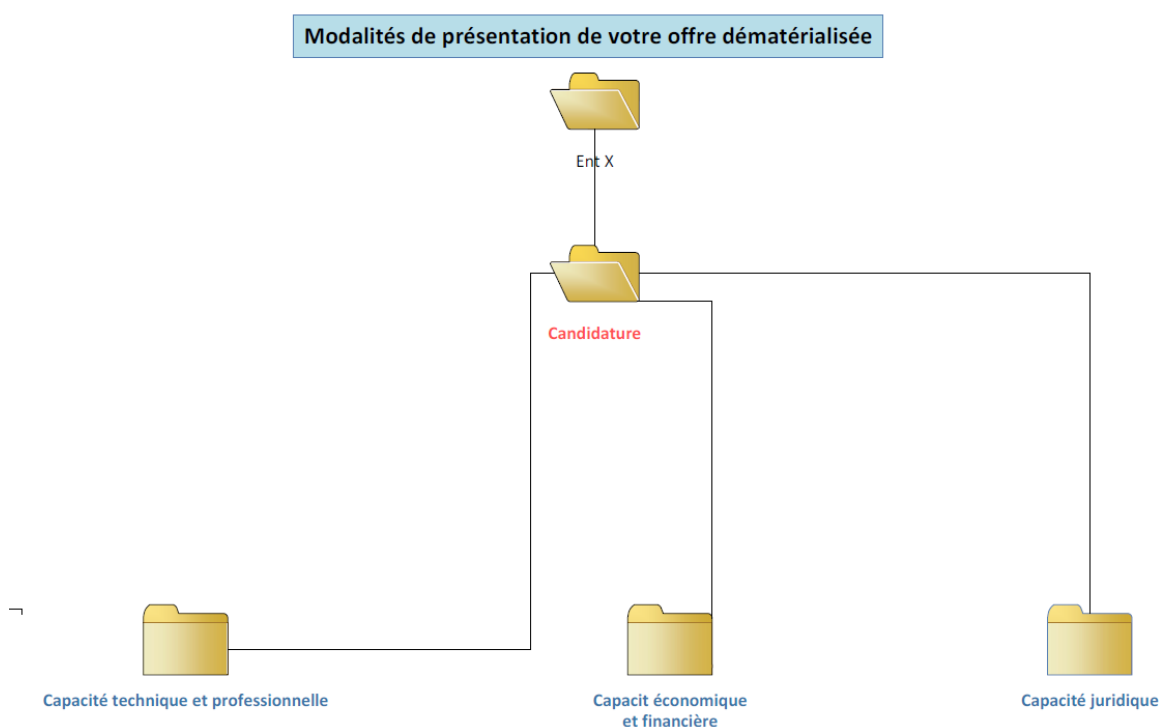
Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, remettre dans une enveloppe fermée, une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre sur support papier ou sur un support électronique (clé USB ou CD ROM). L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde devra

comporter la mention « copie de sauvegarde » et devra être transmise dans les mêmes conditions de forme que la candidature électronique et impérativement avant l'expiration du délai de remise des candidatures et des offres à l'adresse suivante :

Département de l'Eure
14 boulevard Georges-Chauvin
27000 ÉVREUX

Faute de respecter ces dispositions, la copie de sauvegarde sera rejetée et ne pourra pas être examinée en cas de défaillance dans la transmission de la candidature ou de l'offre électronique.



Article 8. Présentation des candidatures

Les candidatures des soumissionnaires seront intégralement rédigées en langue française.

Conformément à l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, si les candidatures sont rédigées dans une autre langue, elles doivent impérativement être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis au titre de la candidature.

Seuls les cinq (5) candidats retenus à l'issue de l'analyse des candidatures seront invités à remettre une offre.

Les date et heure limite de remise des candidatures est fixée au :

Lundi 15 septembre 2025 à 14h00

8.1. Documents à produire en phase candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents ci-dessous :

- **La lettre de candidature** (*Formulaire DC1*) dûment complétée par la personne habilitée. Ce document contient la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- **La déclaration du candidat** (*Formulaire DC2*), complétée par le candidat, et en cas de groupement d'entreprises, par chaque membre du groupement.
 - La liste des travaux similaires à l'objet du marché, effectués au cours des dix (10) dernières années. Il est attendu une liste des travaux exécutés, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
 - La liste des compétences du candidat en lien avec l'objet du marché, en distinguant celles qui sont internes et celles qui peuvent faire l'objet d'une externalisation par sous-traitance notamment.
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années.
 - L'indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise responsables de prestations de même nature que l'objet du marché.
 - Une description du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de projets similaires à l'objet du marché.
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires annuel réalisés au cours des trois derniers exercices et concernant les prestations (travaux de rénovation énergétique) auxquelles se réfère le marché.
- **Autres éléments à fournir le cas échéant :**

- Le pouvoir de la personne habilitée pour engager le candidat.
- Une attestation d'assurance contre les risques professionnels en cours de validité.
- En cas de sous-traitance : les éléments énoncés dans le présent article.
- En cas de groupement d'entreprises : les éléments énoncés dans le présent article.

Les documents sont à produire en langue française. Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Les candidatures peuvent être présentées en utilisant **le DUME** (Document Unique de Marché Européen) prévu à l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique mis à disposition des candidats sur la plateforme des marchés publics via le téléchargement du dossier de consultation <https://marchespublics.eure.fr> (SIRET du Département de l'Eure n° 222 702 292 00012). L'utilisation de ce dispositif est fortement préconisée dans la mesure où celui-ci sera prochainement obligatoire.

Le formulaire DUME permet de communiquer au Pouvoir Adjudicateur les informations suivantes :

- les données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux),
- les données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global,
- les attestations selon lesquelles le candidat satisfait à ses obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Par conséquent, **si le candidat entend présenter sa candidature sous la forme du DUME, il devra joindre les documents ci-après :**

- **Un numéro unique d'identification délivré par l'INSEE.**
- **Des certificats de qualifications professionnelles.** Le Pouvoir Adjudicateur dans ce cas précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

De plus, si un opérateur économique, qui participe à titre individuel, entend recourir aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, il devra veiller à ce que le Pouvoir Adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés

et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

Au regard de l'article R2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne seront pas tenus de fournir, les documents justificatifs et moyens de preuve, comme indiqués dans le présent document, que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

8.2. Elimination des candidatures

En application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, si l'acheteur constate que des candidatures sont incomplètes, il peut inviter les candidats par écrit à fournir les documents ou renseignements manquants, dans un délai approprié et identique pour tous. Si un candidat n'a pas fourni les documents ou renseignements demandés à l'issue de ce délai, l'acheteur déclare sa candidature irrecevable et le candidat est éliminé.

L'acheteur se réserve la possibilité d'exclure la candidature d'un opérateur économique ne disposant manifestement pas de capacités suffisantes pour assurer l'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

8.3. Critères de sélection des candidatures

L'analyse des candidatures comportera deux étapes : la recevabilité puis le classement des candidatures.

Dans un premier temps, la recevabilité des candidatures sera analysée. Seront déclarées irrecevables :

- 1) Les candidatures restant incomplètes après demande de l'acheteur.
- 2) Les candidatures ne respectant pas les exigences minimales fixées, notamment le seuil minimal de chiffre d'affaires annuel.
- 3) Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article R2144-1 du Code de la commande publique.
- 4) Les candidatures ne présentant pas, pour au moins l'un des membres du groupement, l'inscription à l'ordre des architectes



Les candidatures recevables feront l'objet d'un classement pour déterminer les cinq (5) candidatures retenues pour participer à la phase offre. Le classement sera effectué selon les critères énoncés ci-dessous.

Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

La recevabilité des candidatures

Le candidat doit se prévaloir d'une **inscription à l'ordre des architectes**.

Sur les **capacités économiques et financières du candidat**, il sera attendu :

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Les candidats devront justifier d'un chiffre d'affaires minimum de 15 000 000 €. Ce chiffre d'affaire sera apprécié, dans le cas d'un groupement d'opérateur économique, au regard de l'ensemble du groupement.

Le chiffre d'affaires minimum exigé est justifié par les coûts et investissements importants qui seront nécessaires à la rénovation (études, achat de matériaux...) et la volonté de s'assurer de la santé financière du titulaire afin de réduire le risque de défaillance économique en cours d'exécution, en particulier s'agissant d'un chantier d'ampleur et s'étendant sur plusieurs mois. Ce marché représente en effet un enjeu majeur pour la collectivité, les bâtiments concernés étant essentiels pour assurer la continuité des services et ne pourront fonctionner en mode dégradé que pendant une période limitée.

Pour justifier de sa situation financière (chiffres d'affaires notamment), le candidat peut produire le formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement

Le classement des candidatures

Les candidatures seront analysées en fonction des capacités techniques et professionnelles des candidats, pour un total de 100 points, répartis de la manière suivante :

1. **40 points** : organisation et capacités professionnelles du groupement. Il sera observé dans ce critère : la qualité des compétences, les moyens humains et les outils, et la capacité financière.

16	<p>La qualité des compétences; et une présentation des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants (Candidat individuel ou, en cas de Groupement, chaque membre du Groupement) en lien avec l'objectif de garantir les performances énergétiques pendant la durée du marché, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • RGE (ou références équivalentes), • Etudes thermiques réglementaires (tertiaires et/ou habitations collectives) – OPQIBI 1332 (ou références équivalentes), • Passivhaus ERE (Expert Rénovation Énergétique) (ou références équivalentes), • Ingénierie des installations de production utilisant l'énergie photovoltaïque – Qualification 2015 (ou références équivalentes), • Maîtrise d'oeuvre en désamiantage – OPQIBI 0902 (ou références équivalentes), • ITE – Qualibat 7131 (ou références équivalentes), • Ingénierie en génie civil et gros œuvre courants – Qualification 1218 (ou références équivalentes), • CMVP (ou références équivalentes),
14	<p>L'adéquation des moyens humains et techniques dont le candidat pourra disposer pour l'exécution du marché :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; ⇒ Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.
10	<p>La part dédiée à des opérations similaires au marché de rénovation énergétique associant la maintenance et l'exploitation :</p> <p>Déclaration concernant le chiffre d'affaires du candidat dans le domaine d'activité (travaux de rénovation énergétique associant la maintenance et l'exploitation) faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.</p>

2. **60 points** : Qualité des références des membres du groupement portant la ou les compétences, répartie ainsi :

Jugée sur la base de la liste de références en lien avec l'objet du marché au cours des dix dernières années. Il est attendu une liste des travaux exécutés, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Les compétences devront couvrir les domaines suivants :

- Conduite de projet et pilotage d'un marché de rénovation énergétique associant la maintenance et l'exploitation ;
- Travaux de rénovation énergétique ambitieuse ;
- Travaux en site occupé avec travaux par phase ;
- Travaux à proximité d'Amiante et/ou Désamiantage ;

- Mise en place et déploiement d'installations d'énergies renouvelables sur site (Solaire thermique, photovoltaïque, biomasse, ...) ;
- Travaux sur verrière.

Ces références seront examinées en fonction des compétences attendues, pour chacun des intervenants pour les tâches pour lesquelles ils seront mobilisés.

8.4. Candidature d'une entreprise étrangère

Conformément à l'article R.2143-10 du Code de la commande publique, "*lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les **documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-9***", ceux-ci peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou une déclaration solennelle effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative, ou un organisme professionnel qualifié.

Ainsi, une entreprise étrangère doit fournir les éléments équivalents aux éléments que les entreprises françaises doivent elles-mêmes fournir pour pouvoir candidater à un marché public passé par un acheteur public français.

Dans le cas où ces documents seraient fournis dans une langue autre que le français, l'acheteur demandera une **traduction en français** (article **R.2143-16 Code de la commande publique**).

8.5. Pièces à produire par les candidats pressentis pour présenter une offre

En application de l'article R. 2144-5 du Code de la commande publique, les candidats que l'acheteur envisage de retenir au stade de la sélection des candidatures devront produire, **dans un délai maximum de sept (7) jours calendaires** à compter de la demande de l'acheteur :

- Pour justifier qu'ils ne tombent pas sous le coup d'une exclusion en application de l'article L. 2141-2 du Code de la commande publique : les certificats fiscaux et sociaux prévus par l'article R. 2144-4 délivrés par les administrations et organismes compétents en application de l'arrêté du 22 mars 2019 *fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique*.
- Pour justifier qu'ils ne tombent pas sous le coup d'une exclusion en application de l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique : un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Si le candidat est en redressement judiciaire, il produira la copie du ou des jugements prononcés ;

- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12 et suivants du Code du travail, relatives aux travailleurs détachés et les pièces, prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, relatives aux travailleurs étrangers.

Si un candidat pressenti ne peut produire les documents susvisés dans le délai imparti, sa candidature sera éliminée. Le candidat dont la candidature a été classée immédiatement après la sienne sera alors sollicité pour produire les documents signés et nécessaires afin que sa candidature soit agréée. Cela sera réitéré autant de fois que de candidatures éliminées.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, ces documents seront à produire pour chacun des cotraitants.

Si le candidat s'appuie sur des sous-traitants, ces documents seront à produire pour chaque sous-traitant déclaré.

Article 9. Présentation des offres

L'accès au Dossier de consultation en phase d'offres est restreint et sera exclusivement réservé aux candidats préalablement admis à présenter une offre.

Le code d'accès permettant l'accès aux documents de la consultation sera communiqué aux soumissionnaires admis à présenter une offre dans la lettre d'invitation à soumissionner.

9.1. Contenu du dossier de consultation en phase offres

Le contenu du dossier de consultation en phase offres sera précisé dans le cadre de la lettre d'invitation qui sera adressé aux soumissionnaires admis à présenter une offre.

9.2. Modification du dossier de consultation en phase offres

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard dix (10) jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des compléments ou modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. En cas de modification importante, la date limite fixée pour la réception des offres pourra être reportée.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

9.3. Documents à produire en phase offres

Pour la phase d'offre, chaque candidat retenu à l'issue de la phase de candidature aura à produire un dossier complet comprenant notamment les pièces mentionnées ci-dessous.

N°	Description
1	"Acte d'engagement" Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché global de performance sera tenu de signer l'acte d'engagement de préférence électroniquement au format PADES. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre
2	La pièce financière du marché permettant d'apprécier le coût global de l'opération
3	Le relevé d'identité bancaire
4	Un mémoire technique
5	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant
6	Attestation de visite de site dûment complétée

La date et l'heure limite de réception des offres seront communiquées, par lettre d'invitation à présenter une offre, aux candidats admis à l'issue de la phase de candidature.

9.4. Jugement des offres

Conformément aux articles R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leur offre irrégulière dans un délai identique pour tous et à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur le coût global appréciée en fonction des critères énoncés et pondérés ci-dessous :



Cout global = 40 %

Valeur technique = 25 %

Performances = 30 %

Part PME = 5%

Ces critères sont donnés à titre indicatif pour la phase candidature, ils pourront être modifiés et / ou précisés lors du lancement de la phase offre.

Une note éliminatoire est prévue si la valeur technique (comprenant la note relative aux critères d'analyse portant sur les performances) de l'offre globale du candidat est inférieure à la moyenne.

Il sera d'abord procédé à l'analyse de la valeur technique, puis du coût global afin de ne prendre en compte dans le classement final, que les offres ayant une valeur technique supérieure à la moyenne. Ainsi, s'agissant du coût global, seront prises en compte uniquement les offres non-éliminées.

Les offres irrégulières, inappropriées et inacceptables seront éliminées.

9.5. Délai de validité des offres

La durée de validité de chaque offre est fixée à 6 mois à compter de la date limite de remise des offres.

Article 10. Variantes

Aucune variante obligatoire ou facultative n'est prévue par le Pouvoir Adjudicateur.

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Article 11. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pendant la consultation, les candidats devront faire parvenir leur demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du Pouvoir Adjudicateur, à l'adresse suivante :

<https://marchespublics.eure.fr>

Les candidats pourront présenter leur demande de renseignements complémentaires d'ordre administratif et/ou technique au plus tard dix (10) jours ouvrés avant la date limite de remise des candidatures et des offres.

Les réponses aux questions posées par un candidat seront alors communiquées à tous les candidats via la plateforme du profil acheteur de l'acheteur, dans un délai raisonnable.

Seuls les opérateurs économiques ayant téléchargé les documents de la consultation après identification recevront un mail d'avertissement les invitant à télécharger les réponses apportées par le Pouvoir Adjudicateur.

Aucun renseignement, aucune information ne seront donnés oralement par respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

Article 12. Information des candidats et soumissionnaires non retenus

12.1. Information des candidats non retenus

Conformément aux articles L. 2181-1 et R. 2181-1 et suivants du Code de la commande publique, l'acheteur informera les candidats non retenus à l'issue de la phase de sélection des candidatures du rejet de leur candidature.

Cette notification sera opérée par voie électronique.

12.2. Information des soumissionnaires non retenus

Conformément aux articles L. 2181-1 et R. 2181-1 et suivants du Code de la commande publique, l'acheteur informera les soumissionnaires non retenus à l'issue de la phase de sélection des offres du rejet de leur offre.

L'acheteur respectera un délai minimal de onze (11) jours entre la date d'envoi de la notification de rejet d'offre et la date de signature du marché.

Cette notification sera opérée par voie électronique.

Article 13. Litiges et différends

L'instance chargée des procédures de recours dans le cadre du présent marché est le :

Tribunal Administratif de Rouen

Tél. : 02 35 58 35 00

Email : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :



Tribunal Administratif de Rouen

Tél. : 02 35 58 35 00

mail : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Avant la signature du marché, les candidats ont la faculté d'introduire un référé précontractuel (art. L. 551-1 du Code de justice administrative) ou un référé contractuel (art. L. 551-13 du Code de justice administrative).

Après la conclusion du marché, les candidats disposent d'un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicités informant de l'attribution du marché, pour introduire un recours de pleine juridiction, en contestation de la validité du contrat conformément à la décision du Conseil d'Etat, Ass., 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, n°358994.

Des renseignements complémentaires concernant l'introduction des recours peuvent être obtenus directement en contactant le Greffe du Tribunal administratif.